

Le cauchemar se poursuit pour Wall Street !

- S&P 500 : 3 901 (+ 2,9%) / VIX : 27,75 (+ 6,4%)
- Dow Jones : 31 393 (- 2,7%) / Nasdaq : 11 340 (- 3,5%)
- Nikkei : 27 048 (- 2,8%) / Hang Seng : 21 194 (- 2,8%) / Asia Dow : - 2,9%
- Pétrole (WTI) : **118,88 \$ (- 1,8%)**
- 10 ans US : 3,190% / €/ \$: 1,0493 \$ / **S&P F : - 1,3% Nasdaq F : - 1,8%**

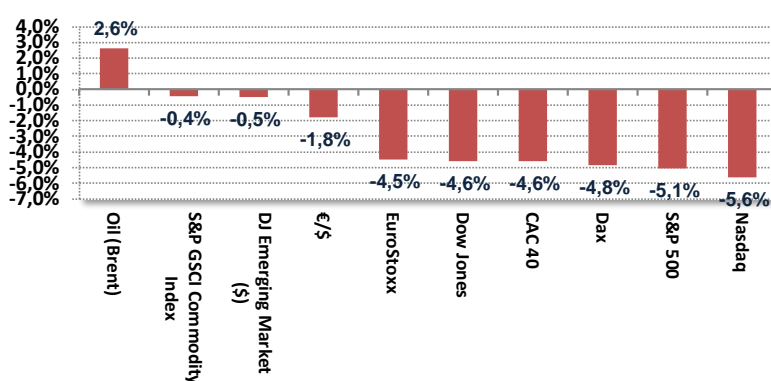
(À 6h45 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis



(*) Weekly performance

Le chiffre le plus attendu de la semaine, l'inflation aux Etats-Unis sur le mois de mai, a fait chuter lourdement les indices boursiers américains. Le chiffre de mai du BLS est clairement négatif avec une accélération de l'inflation totale sur le mois et sur un an, et une hausse généralisée de l'ensemble des prix. Les indices *trimmed* de la Fed de Cleveland marquent un rebond sur le mois. Pour faire simple : la demande reste supérieure à l'offre. L'inflation en pesant sur le pouvoir d'achat des ménages ou la banque centrale américaine par une hausse de ses taux directeurs doivent encore un peu plus peser sur la croissance pour espérer des tensions inflationnistes moins fortes dans les prochains mois. Alors que le président américain a réagi en martelant qu'il fallait faire « plus et rapidement » pour lutter contre l'inflation, les inquiétudes suscitées par cette tenace hausse des prix ont définitivement pesé sur la confiance des consommateurs qui s'est écroulée en juin selon l'Université du Michigan : son indice est en chute de 14% sur les premiers jours de juin par rapport à mai. Le risque de *hard landing* peut être revu à la hausse pour les prochains mois. Dans ces conditions, une hausse des taux longs mais surtout une baisse des indices actions sont logiques. La violente hausse du dollar, accentué par ce chiffre, commence aussi à inquiéter les investisseurs actions qui anticipent des *profit warning* des grandes entreprises américaines exportatrices (effet comptable), notamment après les annonces de Microsoft, la semaine dernière.

Le S&P 500 a ouvert en baisse de 2%, sous les 3 950, sans connaître de rebond. Il a fluctué entre 3 950 et 3 900, nouveau support psychologique, KO par ces

chiffres d'inflation. Il clôture sur un niveau proche de ses plus bas de la journée, à 3 901 (- 117 points), en chute de 2,9%. Le Dow Jones a lâché 2,7% à 31 393 (- 880 points). Le Nasdaq a plongé de 3,5% à 11 340 (- 414 points). Le VIX gagne plus de 6% à 28. Sur la semaine, le S&P 500 a perdu 5,1%, le Dow Jones 4,6%, le Nasdaq 5,6%, signant ainsi leur pire semaine depuis celle qui s'est achevée le 21 janvier. Les taux sur les bons du Trésor à 2 ans bondissaient à leur plus haut niveau depuis fin 2007, à 3,06%. De même, les taux longs à 10 ans se rapprochent de leur sommet de 2018 à 3,15%. Au vu de la flambée des prix, de plus en plus d'analystes se demandent si la Banque centrale ne va pas augmenter plus fortement ses taux directeurs de 75 pb. Tous les secteurs du S&P 500 ont clôturé dans le rouge, particulièrement celui des dépenses cycliques (- 4,2%), des technologies de l'information (- 3,9%) et les banques (- 3,7%).

Netflix a perdu 5,1% après un avis défavorable d'analystes de Goldman Sachs qui ont aussi dégradé la plateforme de jeux Roblox (- 8,9%) ainsi qu'Ebay (- 5,2%). Mais, tous les grands noms du secteur technologique sont touchés : Alphabet (- 3,0%), Amazon (- 5,6%) ou Meta (- 4,6%). Les sites de voyages et les compagnies de croisières sont aussi sanctionnés, dans le sillage de la hausse du prix des carburants, avec Booking en chute de 7,6%, Expedia de 5,6% et Royal Caribbean Croisière de 7,3%. Tesla (- 3,1%) a annoncé après la clôture la division de son action par trois. Amazon va diviser la sienne par 20, ce lundi.

Coty (+ 1,2%) prévoit de reprendre « progressivement » son retour aux actionnaires. La société de parfums et cosmétiques a fait des progrès « substantiels » dans la réduction de sa dette et ses performances opérationnelles se sont renforcées. Coty est en train de conclure des accords avec plusieurs banques pour lancer un programme de rachat d'actions de 200 millions \$ qu'elle prévoit pour 2024. La société a réduit son endettement à 4,7 fois son Ebitda à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2022. Elle vise son endettement de 2 fois d'ici 2025. Costco Wholesale (- 1,9%) envisage de relever ses frais d'adhésion après avoir annoncé un taux de renouvellement record de 90%. La dernière fois que l'entreprise a augmenté ses frais d'adhésion, c'était en juin 2017. Historiquement, les frais augmentent tous les 5 ans et demi. Les adhésions Gold Star et Business sont actuellement de 60 \$ par an, et l'adhésion Executive, qui comprend des offres supplémentaires, est de 120 \$. La CMA, l'autorité britannique de la concurrence, a annoncé vendredi envisager une enquête sur la position d'Apple et Google sur le marché des navigateurs pour terminaux mobiles ainsi que sur les restrictions imposées par Apple sur le jeu en ligne via son magasin d'applications. Le parquet fédéral de New York a ouvert une enquête sur des soupçons de pratiques délictueuses en matière de recrutement de Wells Fargo (- 6,1%), selon le *New York Times*, quelques jours après avoir écrit que la banque pratiquait de faux entretiens de recrutement pour des postes déjà pourvus afin de respecter la réglementation en vigueur en matière de diversité.

Asie

Les actions asiatiques sont en forte baisse ce matin dans le sillage de Wall Street, préoccupé par l'inflation américaine qui a ravivé les inquiétudes concernant un resserrement encore plus agressif de la politique monétaire américaine. Les marchés évaluent actuellement à 80% les chances d'une augmentation d'un demi-point cette semaine, et à 20 % les chances d'une augmentation de 75 pb. De plus, autre mauvaise nouvelle, un avertissement COVID-19 de Pékin a ajouté aux préoccupations concernant la croissance mondiale. Le district de Chaoyang, le plus peuplé de Pékin, a annoncé dimanche trois séries de tests de masse afin d'enrayer une épidémie « féroce » de COVID-19 qui s'est déclarée dans un bar d'un quartier de la vie nocturne et du shopping

la semaine dernière, suscitant des inquiétudes quant à la possibilité de nouvelles fermetures.

Ainsi, aucun marché actions asiatique n'échappe à la correction. Les marchés chinois reculent : - 1,1% pour Shanghai et - 2,8% pour Hong Kong. Le Nikkei au Japon chute de 2,8%, et le Kospi de la Corée du Sud recule de 3,0%. Les marchés australiens sont fermés, ce matin, pour un jour férié. Les contrats à terme sur les actions américaines laissaient présager de nouvelles pertes à la réouverture, le S&P 500 indiquant une baisse de 1,3%, après le recul de 2,9% enregistré vendredi. La principale cryptomonnaie, le bitcoin, est tombé à son plus bas niveau en un mois, à 25 723 \$ (- 6,1%).

Au niveau sectoriel, les valeurs technologiques nippones sont en fortes baisses, notamment dans le domaine des semi-conducteurs : Renesas perd 4,3%, Tokyo Electron 4% ou Screen Holdings 4,1%. Les chiffres de commerce extérieur de la Corée du Sud, sur les premiers jours de juin, montrent une faible hausse des exportations de semi-conducteurs (+ 0,8% sur un an), toujours pénalisées par des difficultés de production.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Le dollar a fortement progressé, vendredi, face à la majorité des grandes devises, alors que l'inflation américaine a accéléré en mai à un record depuis 40 ans. A la clôture de Wall Street, vendredi, le billet vert bondissait de 1,4% à 1,2319 \$ pour une livre et de 0,9% à 1,0526 \$ pour un euro. Ce matin, en Asie, il poursuit sa hausse avec un change €/€ à 1,0495.

Les cambistes s'attendent à ce que la banque centrale américaine agisse plus agressivement, y compris cette semaine, pour réduire l'inflation. Jerome Powell, va être sous une forte pression politique et adoptera lors de sa conférence de presse un ton « faucon » qui pourrait alimenter les anticipations d'une hausse des taux de 75 pb soit en juillet ou en septembre. Une hausse de 75 pb est extrêmement rare. Cela n'est arrivé qu'une seule fois pendant la période contemporaine, depuis qu'Alan Greenspan a présidé la banque centrale. De son côté, la devise européenne a été pénalisée par la possible « fragmentation » du marché de la dette européenne, ce qui pourrait conduire l'institut monétaire à être plus prudent que prévu pour durcir sa politique. Les tensions sur les taux dans la zone euro sont fortes, avec des ventes de dette grecque et italienne. Du côté du yen, qui a atteint jeudi un nouveau plus bas en deux décennies à 134,56 yens pour un dollar, la devise se stabilisait à 134,36 yens et remonte même légèrement en Asie, ce matin, à 134,83 yens. **Dans un communiqué commun rarissime, le ministère nippon des Finances, la Banque du Japon (BoJ) et le gendarme financier japonais (FSA) ont déclaré vendredi qu'ils prendraient des « mesures appropriées si nécessaire » contre la chute du yen.** Il s'agit de l'avertissement le plus significatif de ces instances depuis la chute du yen face au dollar à partir de mars.

Après 4 séances éprouvantes, vendredi, c'était l'heure de la « capitulation » sur les marchés obligataires européens, notamment sur les dettes souveraines du Sud de l'Europe. Les BTP italiens connaissent une hausse de leur taux à 10 ans vers les 4,0% (à 3,85% en hausse de 13 pb sur la séance et 46 pb sur la semaine), celui des Bonos espagnols, avec une progression de + 14 pb, vont vers les 3%. Ils clôturent la semaine à 2,765%. Les OAT françaises à 10 ans alignent une 10^{ème} séance consécutive de repli, avec des taux à 2,087% (+ 10 pb sur la journée et + 28 pb sur la semaine). Les Bunds à 10 ans grimpent de +7,5 pb à 1,51% (+ 24 pb sur la semaine). Le *spread* BTP avec le Bund atteint + 234 pb de base, du jamais vu depuis 2013.

Le marché obligataire n'est pas plus réjouissant outre-Atlantique où les taux de 2 à 5 ans se tendent spectaculairement après les chiffres du *BLS* : les T-Bonds se dégradent de +13 pb à 3,172%, le 1 an prend 21 pb à 2,51%, le 2 ans monte de 21 pb à 3,027%. L'inversion de courbe reste visible puisque le 5 ans et le 7 ans sont supérieurs au 10 ans et 20 ans (+ 8 pb à 3,48%) devance aussi le 30 ans (+ 6 pb à 3,23%).

Pétrole (WTI)



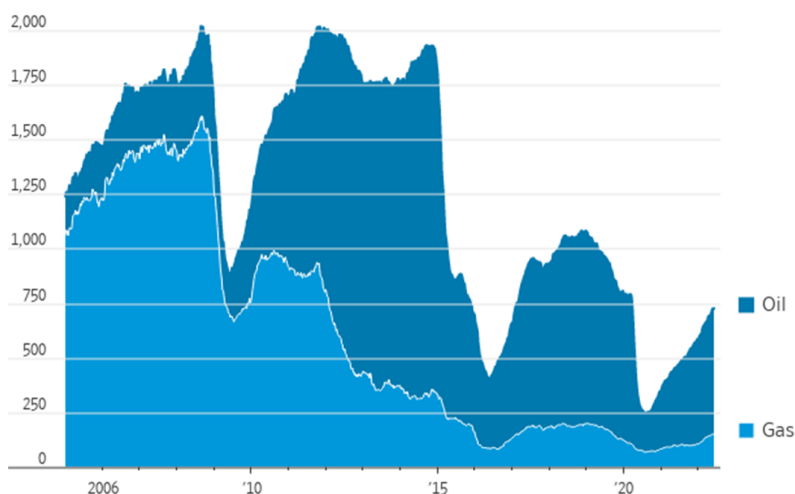
(Source : Marketwatch)

Pétrole

Pourtant proche de ses niveaux records et malgré la forte hausse du dollar, les prix du pétrole se sont mieux tenus que les indices boursiers ou même la plupart des autres matières premières. Les cours du pétrole ont limité leurs pertes, vendredi, après avoir encaissé une série de mauvais indicateurs macroéconomiques américains, signe que le marché est aujourd'hui davantage préoccupé par l'offre que par la demande. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a cédé 0,9%, pour clôturer la semaine à 122,01 \$. Le WTI, avec échéance en juillet, a lui abandonné 0,7%, à 120,67 \$. Les cours du pétrole ont initialement chuté après la publication de l'indice des prix aux Etats-Unis. La deuxième phase de baisse est venue de l'université du Michigan et de son indice de confiance des ménages. Mais, les pertes restent limitées, les craintes concernant l'offre orientent le marché. La réduction des exportations russes et l'incapacité de l'OPEP+ à tenir ses objectifs de production écartent toute violente correction des prix à court terme.

Autre facteur qui pèse sur l'offre, le relèvement très modéré de la production américaine, qui n'a pas évolué depuis trois semaines, alors que les stocks sont très bas, et restent très loin de ses volumes d'avant la pandémie. Le nombre d'appareils de forage pétrolier en activité aux Etats-Unis n'a augmenté que de six la semaine dernière, selon les données de Baker Hughes. Le nombre est passé à 580, un an plus tôt, les Etats-Unis comptaient 365 appareils de forage pétrolier en activité. Dans toute l'Amérique du Nord, le nombre d'équipements pétroliers et gaziers a augmenté de 30 pour atteindre 874, contre 554 à la même période l'an dernier. Le nombre d'appareils de forage pétroliers au Canada a augmenté de 22 pour atteindre 94, tandis que le nombre d'appareils de forage gaziers a augmenté de deux pour atteindre 47. Parmi les États américains, le Texas, premier producteur, a perdu un appareil de forage. Le Nouveau-Mexique a ajouté cinq appareils de forage.

Active drilling rigs in the U.S., weekly



Source: Baker Hughes

L'Iran et le Venezuela, deux grands pays producteurs de pétrole visés par de lourdes sanctions américaines, ont signé samedi un accord de coopération courant sur une période de vingt années. Le document prévoit une coopération entre les deux pays dans de nombreux domaines - pétrole, pétrochimie, défense, agriculture, tourisme et culture - ainsi que la réparation de raffineries vénézuéliennes et l'exportation de services techniques et d'ingénierie.

Les prix de l'essence ont grimpé, samedi, pour la première fois au-dessus du seuil des 5 \$ en moyenne le gallon de super (3,78 litres) aux Etats-Unis, selon les données de l'Association américaine des automobilistes (AAA).

Le prix moyen du gallon d'essence, qui était il y a un an de 3,077 \$, est en hausse de 62%. Le prix actuel correspond à 1,25 € le litre. Le président américain, Joe Biden, a accusé vendredi les groupes pétroliers de profiter des tensions sur l'offre pour amplifier leurs bénéfices et leur a demandé d'augmenter leur production. Joe Biden a dit espérer une augmentation rapide de la production américaine. Mais le chef d'Etat a également adressé un avertissement à l'ensemble du secteur pétrolier, dont les bénéfices ont explosé à la faveur de la hausse des cours du brut, jugeant que les consommateurs payaient un prix trop élevé. « Il est important que le pétrole et le gaz et l'industrie du raffinage ne profitent pas du défi posé par la guerre en Ukraine pour aggraver les difficultés que traversent les familles », a-t-il dit dans un communiqué.

Les « news Market Mover »

- Depuis vendredi, les officiels japonais se disent « préoccupés » par la dépréciation trop brutale du yen, laissant planer la menace d'une intervention sur les changes.
- La Grande-Bretagne va proposer aujourd'hui de s'affranchir des règles post-Brexit qui encadrent les échanges commerciaux avec l'Irlande du Nord, une démarche qui va amplifier des tensions avec l'Union européenne.

Le gouvernement et la banque centrale du Japon se disent préoccupés par la dépréciation brutale du yen dans une rare déclaration commune publiée, vendredi, alimentant les spéculations sur une possible intervention de Tokyo sur les marchés pour soutenir la devise tombée au plus bas depuis 20 ans. Le haut fonctionnaire responsable des questions monétaires, Masato Kanda, a déclaré aux journalistes à l'issue d'une réunion avec son homologue de la Banque du Japon, que Tokyo répondra avec souplesse en mettant toutes les options sur la table. Masato Kanda n'a pas voulu dire si les autorités pourraient négocier avec d'autres pays pour une action conjointe sur le marché des changes. Le G7, dont le Japon fait partie, s'est engagé de longue date à laisser les marchés déterminer les taux de change, mais aussi à des consultations étroites en cas de mouvements excessifs et désordonnés qui pourraient nuire à la croissance. « Nous avons constaté une forte baisse du yen et nous sommes préoccupés par les récents mouvements du marché des devises », ont déclaré le ministère des Finances, la Banque du Japon (BoJ) et l'agence des services financiers dans une déclaration commune à l'issue d'une rencontre de ses dirigeants.

Le gouvernement du Premier ministre britannique Boris Johnson présentera, aujourd'hui, au Parlement un projet de loi visant à réviser unilatéralement les accords commerciaux post-Brexit pour l'Irlande du Nord. Le document de travail de la Chambre des communes indique que la ministre des Affaires étrangères, Liz Truss, présentera un projet de loi visant à définir comment les termes inclus dans le protocole nord-irlandais seront définis dans le droit national. Le texte préparé par Londres devrait, d'après des informations de presse, proposer une « voie verte » pour les biens importés en Irlande du Nord depuis la Grande-Bretagne, supprimer les règles empêchant la province de bénéficier d'une aide fiscale et mettre fin au rôle d'arbitre de la Cour

européenne de justice. Il s'agit aussi d'un test pour l'autorité de Boris Johnson, alors que 41% des députés de son Parti conservateur se sont prononcés la semaine dernière, lors d'un vote de confiance, pour qu'il soit déchu de son poste de Premier ministre. La Grande-Bretagne affirme aujourd'hui que le protocole avec l'Europe est inapplicable, et des mois de discussions avec l'UE n'ont pas permis de trouver de solution. Selon Bruxelles, une telle mesure pourrait contrevenir au droit international. L'exécutif européen pourrait en réponse lancer une procédure en justice ou prendre des mesures de rétorsion, comme l'imposition de taxes douanières.



en collaboration avec

Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considéré comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2022, Tous droits réservés.